

Conflict Minerals in the US

Objectif: mettre un terme à l'enrichissement né de l'extraction de certains minerais dans certains pays (R. D. Congo et autres pays voisins), enrichissement qui aliment des conflits armés et provoque des crises humanitaires dans certains pays.

- Aux USA: Chapitre du DODD FRANK Act oblige les entreprises enregistrées auprès de la SEC (Securities and Exchange Commission) à produire aux autorités américaines des renseignements financiers chaque année sur leurs activités.

Ces entreprises doivent indiquer dans un formulaire spécial le pays d'origine des minerais suivants: or, tungstène, étain et tantale. La société enregistrée auprès de la SEC se doit de remonter la supply chain du produit et demander aux différents intervenants de la chaîne, l'origine du minerai.

- Comment est-elle appliquée aux USA ?
- Est ce qu'elle est très contraignante pour les entreprises ?
- Toutes les entreprises américaines utilisant ces minerais sont-elles obligées de faire cette déclaration ?

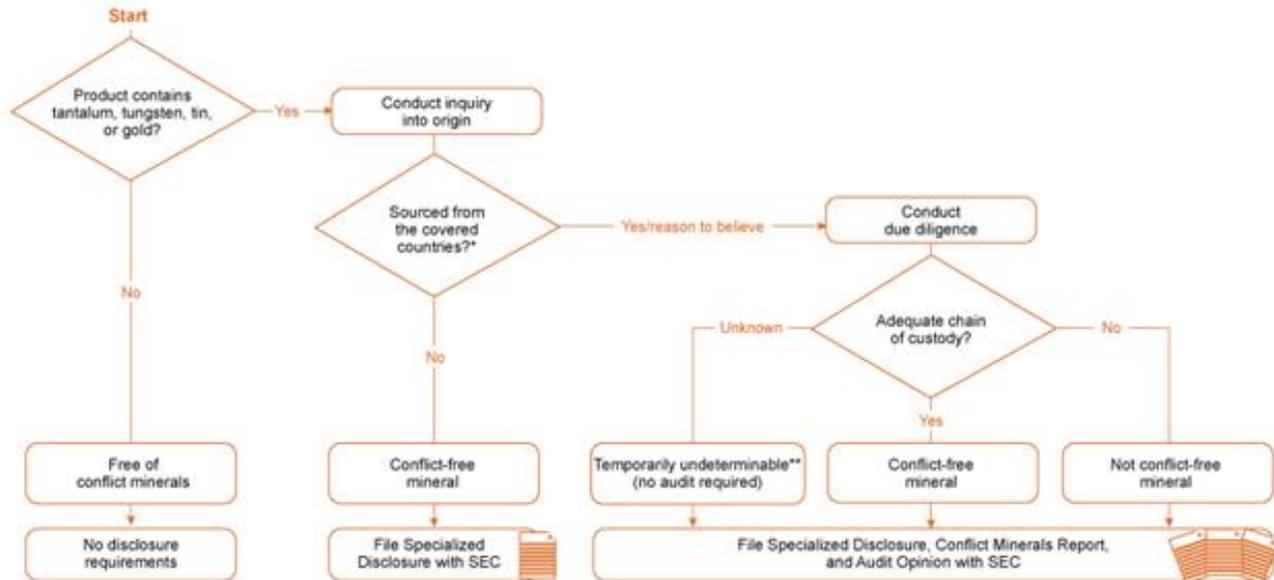
1. Etendue de la loi:

Applications	Exceptions
<p>Toutes entreprises petites ou grandes, contracteurs gouvernemental ou non.</p> <p>La règle s'applique à toutes les entreprises américaines cotées - ou entreprises étrangères - qui sont exigés de se rapporter à la SEC et qui utilisent des matériaux de conflits (3TG) parce qu'ils sont "nécessaire au fonctionnement ou à la production d'un produit" que l'entreprise fabrique ou soustraite fabrication.</p> <p>Source : https://www.mapi.net/system/files/PA-122_0.pdf http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-Are-you-ready-for-conflict-minerals-reporting/\$FILE/EY-Are-you-ready-for-conflict-minerals-reporting.pdf</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les détaillants ne sont pas exigés de faire un rapport sur des produits qu'ils achètent et revendent. Sauf si détaillant fabrique ou soustraite fabrication.
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les entreprises de fonds d'investissement qui détiennent de l'or physique sont exclues.
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ne sont pas considérés comme « fabricant » les entreprises de services, maintenance et réparation de produit contenant des « conflict minerals »
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les équipements et provisions acquis pour utilisation interne ne rentre pas dans la règle. Sont également exclus les outils physique et machines utilisés pour fabriquer les produits. Cela inclus les lignes haute tension pour alimenter la chaîne de produit, ou les ordinateurs utilisés pour concevoir le produit.

2. Qui est concerné et à quel niveau ?

Conflict minerals decision tree

Some companies will need to file high-level specialized disclosures while others will be subject to additional detailed reporting and auditing. Companies should evaluate each of their products to determine the extent of reporting requirements.



* Covered countries under the rule are the Democratic Republic of the Congo, Angola, Burundi, Central African Republic, the Republic of the Congo, Rwanda, South Sudan, Tanzania, Uganda, and Zambia.

** Companies would reach this conclusion if they cannot determine whether their conflict minerals benefited armed groups. But this option is only available for the first two years.

For more information, please visit PwC's conflict minerals home page:
www.pwc.com/us/conflictminerals

© 2013 PricewaterhouseCoopers LLP, a Delaware limited liability partnership. All rights reserved.

3. Contraintes pour entreprises ?

Plusieurs aspects de la règle font qu'elle peut être particulièrement difficile à appliquer, menant souvent à des décisions critique avec des répercussions importantes.

Pratiquement aucune entreprise ne peut réaliser la conformité seule. Elles devront compter sur leurs fournisseurs, qui devront probablement se tourner vers leurs propres fournisseurs pour rassembler des informations sur l'origine de matières qui sont utilisées dans leurs produits. L'obtention de réponses rapide et précises de fournisseurs peut être difficile. C'est un procédé qui peut devenir très long.

Même si l'objectif de l'entreprise est seulement la conformité, elle fera face à des questions stratégiques sur la chaîne d'approvisionnement :

Si elle conclue que son statut n'est pas sans conflit, elle devra évaluer comment gérer la situation. Exiger que les fournisseurs soient « sans conflit », même si cela implique de changer des fournisseurs clés ? Factureront-ils une prime ? Changera-t-elle de configuration de produit pour éliminer des minéraux de conflit ?

Côtés positifs : image de marque, optimisation de la supply chain, moins de risque.

4. Applications : Formulaires à remplir

Exemples des formulaire remplis par Canon : http://www.canon.com/ir/library/form_sd.html

5. Pénalité si non-conformité

La conformité avec la règle des « minéraux de conflit » est exigée selon l' « Exchange Act » de 1934. Les émetteurs sont soumis à la responsabilité de la Section 18 s'ils ne se soumettent pas en toute bonne :

- Securities Exchange Act of 1934
 - cease and desist order
 - director / officer bar
 - civil and criminal penalties
- Liability to shareholders for material misstatements or omissions
 - Section 18
 - Rule 10b-5
 - possible class action
- Loss of Form S-3 eligibility for one year

En dehors des implications légales de la non soumission, les entreprises peuvent aussi faire face à la pression de militants des Droits de l'Homme, des organisations non gouvernementales, des consommateurs ou d'autres forces du marché pour prouver qu'ils sont « libre de conflit ».